

1986, chapitre 116
**LOI MODIFIANT LA CHARTE DE LA VILLE
DE QUÉBEC**

Projet de loi 271

présenté par M. Jean Leclerc, député de Taschereau

Présenté le 10 décembre 1986

Principe adopté le 19 décembre 1986

Adopté le 19 décembre 1986

Sanctionné le 19 décembre 1986

Entrée en vigueur: le 19 décembre 1986

Loi modifiée:

Charte de la ville de Québec (1929, chapitre 95)





CHAPITRE 116

Loi modifiant la Charte de la ville de Québec

[Sanctionnée le 19 Décembre 1986]

Préambule ATTENDU que la ville de Québec a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 95 des lois de 1929 et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1929, c. 95,
a. 1, mod.

1. L'article 1 de la Charte de la ville de Québec, modifié par l'article 10 du chapitre 102 des lois de 1939, par l'article 3 du chapitre 72 des lois de 1949, par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, par l'article 1 du chapitre 68 des lois de 1970, par l'article 447 du chapitre 72 des lois de 1979 et par l'article 1 du chapitre 46 des lois de 1985, est modifié par l'addition après le paragraphe *r* du premier alinéa du suivant:

« départe-
ment »

« s) Le mot « département » signifie « un service », ».

1929, c. 95,
a. 4, mod.

2. L'article 4 de cette charte, modifié par l'article 1 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, par l'arrêté en conseil numéro 3653-78 adopté le 30 novembre 1978 en vertu de l'article 2 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), par l'article 194 du chapitre 38 et l'article 1 du chapitre 61 des lois de 1984 et par l'article 134 du chapitre 27 des lois de 1985, est modifié:

1° par l'addition, après le paragraphe 2° du deuxième alinéa, du suivant:

« 2.1° louer des biens meubles et immeubles ou en céder l'usage à titre gratuit; »;

2° par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant:

« 4° lorsqu'elle n'en a plus besoin, donner un bien lui appartenant, auquel cas la procédure prévue par le paragraphe 3° s'applique; de plus, s'il s'agit d'un immeuble, la donation requiert l'approbation du ministre des Affaires municipales, sauf s'il s'agit d'une cession à titre gratuit d'une servitude à une compagnie de services publics, à Sa Majesté ou à une corporation municipale; ».

1929, c. 95,
a. 15, ab.

3. L'article 15 de cette charte, remplacé par l'article 1 du chapitre 89 des lois de 1982, est abrogé.

1929, c. 95,
aa. 17a à
17c, aj.

4. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 17, des suivants:

Rémuné-
ration
annuelle
additionnelle

« **17a.** Malgré l'article 65.11 de la Loi sur les cités et villes, un membre du comité exécutif, à l'exclusion du maire et du vice-président du comité exécutif, qui, avec l'accord du maire, exerce ses fonctions à plein temps, peut recevoir, à ce titre, comme rémunération et allocation annuelles additionnelles, une somme égale à la somme annuelle payable à un conseiller. Le vice-président du comité exécutif qui, avec l'accord du maire, exerce ses fonctions à plein temps, peut recevoir, à ce titre, comme rémunération et allocations annuelles additionnelles, une somme égale à soixante-quinze pour cent de la somme annuelle payable à un conseiller.

Procédure

Le vice-président ou un membre du comité exécutif qui désire se prévaloir du présent article doit déposer auprès du greffier une déclaration écrite, accompagnée du consentement du maire, attestant qu'il exerce à plein temps ses fonctions de conseiller et de membre du comité exécutif. Ceux-ci ont droit à la rémunération additionnelle prévue au présent article à compter du dépôt de ces documents auprès du greffier.

Cessation
des
fonctions

Si le vice-président ou un membre du comité exécutif cesse d'exercer ses fonctions de conseiller et de membre du comité exécutif à plein temps, il doit, sans délai, déposer auprès du greffier une déclaration écrite à cet effet. Si le maire retire son accord relativement à l'exercice à plein temps des fonctions d'un membre ou du vice-président du comité exécutif, il doit, sans délai, déposer auprès du greffier une déclaration écrite à cet effet. Dans les cas mentionnés ci-dessus, le membre ou le vice-président du comité exécutif cesse d'avoir droit à la rémunération additionnelle prévue au présent article à compter du dépôt du document auprès du greffier.

Dépôt au
conseil

Le greffier doit déposer au conseil tout document déposé auprès de lui en vertu du présent article à la première séance qui suit son dépôt.

Fonctions
exclusives

« **17b.** Un membre du comité exécutif qui exerce ses fonctions à plein temps ne peut louer ses services ou travailler pour qui que ce soit d'autre que la ville et il doit consacrer tout son temps à l'exercice de ses fonctions.

Exception

Cependant, il peut, avec l'autorisation du conseil, occuper une fonction, avec ou sans rémunération, au sein du conseil, du conseil d'administration ou du comité exécutif d'un organisme public ou parapublic ou d'un organisme à but non lucratif ayant un but charitable, scientifique, culturel, artistique, social ou sportif.

Rémuné-
ration
additionnelle

« **17c.** Malgré l'article 65.11 de la Loi sur les cités et villes, le président du conseil reçoit comme rémunération et allocation annuelles additionnelles, à ce titre, une somme égale à quarante-cinq pour cent de la somme annuelle payable à un conseiller. ».

1929, c. 95,
a. 159a,
mod.

5. L'article 159a de cette charte, édicté par l'article 49 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session), modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, par l'article 3 du chapitre 80 des lois de 1973, par l'article 8 du chapitre 42 des lois de 1980 et par l'article 3 du chapitre 61 des lois de 1984, est modifié :

1° par la suppression des deuxième et troisième alinéas du paragraphe *h*;

2° par le remplacement du paragraphe *i* par le suivant :

« *i*) conclure des ententes avec toute personne, société ou corporation pour confier, en tout ou en partie, l'administration et l'exploitation, en son nom, des terrains ou bâtiments de stationnement dont elle est propriétaire ou dont elle a l'usage, du mail centre-ville ainsi que des immeubles situés sur le lot 4823 du cadastre officiel de la cité de Québec, quartier Saint-Pierre, division d'enregistrement de Québec; »;

3° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Services

« Le conseil doit notamment créer par règlement les services suivants : contentieux, police, protection contre l'incendie, urbanisme et personnel. ».

1929, c. 95,
a. 160, mod.

6. L'article 160 de cette charte, remplacé par l'article 4 du chapitre 85 des lois de 1966-1967 et modifié par l'article 4 du chapitre 61 des lois de 1984, est modifié par l'addition, au troisième alinéa, des mots « Le comité exécutif peut également suspendre ces employés pour la période qu'il détermine et leur imposer des mesures disciplinaires. ».

1929, c. 95,
a. 162b,
remp.

7. L'article 162b de cette charte, remplacé par l'article 5 du chapitre 80 des lois de 1973, est de nouveau remplacé par le suivant:

Déficit
actuariel

« **162b.** Un règlement adopté en vertu de l'article 162a n'a d'effet que s'il est approuvé par la Commission municipale du Québec. Il est en outre soumis à la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17). Malgré cette loi, le déficit actuariel existant le 31 décembre 1986 doit être comblé avant le 31 décembre 2045 de la manière énoncée ci-dessous.

Cotisation
de 1987

La cotisation que la ville doit verser à ce titre en 1987 est déterminée de sorte que, avec les cotisations prévues ci-dessous pour les années 1988 à 2045, celles-ci permettent de combler le déficit actuariel existant le 31 décembre 1986.

1988 et
1989

Pour chacune des années 1988 et 1989, la cotisation est égale au montant de la cotisation de l'année précédente majorée de 8 %.

1990 à 1996

Pour chacune des années 1990 à 1996, la cotisation est égale au montant de la cotisation de l'année précédente majorée de 10 %.

1997 à 2036

Pour chacune des années 1997 à 2036, la cotisation est égale au montant de la cotisation de l'année précédente majorée de 6 %.

2037 à 2045

Pour chacune des années 2037 à 2045, la cotisation est égale au montant de la cotisation déterminée pour l'année 2036.

Révision

Les cotisations mentionnées précédemment doivent être révisées à chaque évaluation actuarielle du régime soumise à la Régie des rentes du Québec en vertu du Règlement général sur les régimes supplémentaires de rentes (R.R.Q., chapitre R-17, r.1) afin que le solde du déficit soit amorti sur la période d'amortissement restante. À cette fin, les cotisations mentionnées précédemment sont augmentées ou réduites, à la date de chaque évaluation du déficit actuariel, d'un pourcentage égal à l'augmentation ou à la réduction du déficit actuariel prévu pour cette date lors de la dernière évaluation par rapport à celui constaté à cette date.

Régime de
rentes

Le montant total des cotisations annuelles de la ville à l'égard de son régime de rentes, incluant celles déterminées en vertu du présent article, ne peut être inférieur, pendant la période comprise entre le 1^{er} janvier 1987 et le 31 décembre 2010, à 15 % de la masse salariale des participants. ».

1929, c. 95,
a. 165, mod.

8. L'article 165 de cette charte, remplacé par l'article 30 du chapitre 86 des lois de 1969, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Procès-
verbaux

« **165.** Les procès-verbaux des votes et délibérations du comité exécutif sont rédigés et transcrits dans un livre tenu à cette fin par le greffier de la ville. Ils sont signés par le président du comité exécutif et par le greffier de la ville. ».

1929, c. 95,
a. 173a,
mod.

9. L'article 173a de cette charte, remplacé par l'article 52 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session) et modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, par l'article 7 du chapitre 68 des lois de 1970, par l'article 10 du chapitre 42 des lois de 1980 et par l'article 58 du chapitre 61 des lois de 1984, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du troisième alinéa, de la phrase suivante : « Cependant, il peut, avec l'autorisation du conseil, occuper une fonction, avec ou sans rémunération, au sein du conseil, du conseil d'administration ou du comité exécutif d'un organisme public ou parapublic ou d'un organisme à but non lucratif ayant un but charitable, scientifique, culturel, artistique, social ou sportif. ».

1929, c. 95,
titre, remp.

10. Le titre de la section XVIII de cette charte est remplacé par le suivant :

« VÉRIFICATEURS, NOMINATION, DEVOIRS. ».

Articles
remp.

11. Les articles 176a à 176g de cette charte, édictés par l'article 196 du chapitre 38 des lois de 1984, l'article 178, les articles 179 et 181 modifiés par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967 ainsi que l'article 180 remplacé par l'article 32 du chapitre 86 des lois de 1969 et modifié par l'article 197 du chapitre 38 des lois de 1984, sont remplacés par les suivants :

Serment
d'office

« **177.** Le vérificateur permanent, avant d'agir comme tel, doit prêter devant le greffier de la ville, le serment d'office reproduit à la cédule I.

Vacance

Toute vacance qui survient dans la charge de vérificateur permanent doit être comblée par le conseil à la première séance qui suit.

Vérificateur

« **178.** Le vérificateur permanent relève directement du conseil.

Fonctions

« **178a.** Le vérificateur permanent fait la vérification des comptes et affaires de la ville conformément aux normes de vérification généralement reconnues en comptabilité publique et il s'acquitte de toutes les autres charges que lui imposent la loi et les règlements.

Fonctions

Cette vérification comporte, dans la mesure jugée appropriée par le vérificateur permanent, la vérification financière, la vérification de la conformité des opérations aux lois et règlements et, si le conseil en

fait la demande, celle d'optimisation des ressources. Cette vérification ne doit pas mettre en cause le bien-fondé des politiques et objectifs des programmes de la ville.

Rapport de
vérification

« **178b.** Au plus tard le 31 août de chaque année, le vérificateur permanent doit remettre au comité exécutif le résultat de sa vérification pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre précédent et indiquer tout fait et toute irrégularité qu'il a constatés et qui, d'après lui, méritent d'être signalés, notamment les cas où il a constaté que :

1. les comptes n'ont pas été tenus d'une manière fidèle et convenable;

2. on n'a pas pertinemment rendu compte de tous les deniers publics;

3. les règles et procédés appliqués ne sont pas suffisants pour assurer un contrôle efficace de la cotisation, de la perception et de la répartition régulière du revenu;

4. des sommes d'argent ont été dépensées à des fins autres que celles pour lesquelles elles ont été votées;

5. des dépenses ont été faites sans autorisation.

Dépôt au
conseil

Le comité exécutif dépose au conseil le résultat de cette vérification à la première assemblée qui suit le trentième jour de sa réception.

Rapport au
conseil

« **178c.** Le vérificateur fait rapport au conseil de sa vérification des états financiers et de l'état établissant le taux global de taxation. Dans ce rapport, qui doit être transmis au trésorier au plus tard le 31 mars suivant l'expiration d'un exercice financier, il déclare, entre autres, si :

1. les états financiers représentent fidèlement la situation financière de la ville au 31 décembre et le résultat de ses opérations pour l'exercice se terminant à cette date;

2. le taux global de taxation a été établi conformément au règlement adopté en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1).

Déclaration
assermentée

« **178d.** Dans le rapport préparé en vertu de l'article 178c, le vérificateur permanent doit déclarer sous serment que le trésorier a fait ou n'a pas fait ce que la présente charte requiert de lui au sujet des fonds d'amortissement.

Communication des dossiers

« **178e.** Le vérificateur permanent a le droit de prendre communication des dossiers, documents et registres concernant tous les comptes et affaires de la ville.

Renseignements

Il a aussi le droit d'exiger de tout fonctionnaire ou employé de la ville les renseignements, rapports et explications qu'il juge nécessaires pour l'accomplissement de ses fonctions.

Enquête

« **178f.** Le vérificateur permanent doit faire enquête et rapport chaque fois que le comité exécutif ou le conseil lui en fait la demande sur toute matière relevant de leur compétence respective.

Information

« **178g.** Le vérificateur permanent peut informer le directeur général, les directeurs de service ainsi que le comité exécutif des faits découverts au cours de sa vérification.

Devoirs et pouvoirs

« **178h.** Le vérificateur permanent a les mêmes devoirs et exerce les mêmes pouvoirs à l'égard des organismes, corporations ou personnes dont il est chargé d'effectuer la vérification.

Immunité

La ville doit tenir le vérificateur permanent indemne de toute réclamation ou condamnation exercée ou exécutée contre lui, en capital, intérêts et frais, et de tous les frais d'avocats et d'experts qui lui incombent, dans tous les cas où tels réclamation, condamnation ou frais découlent de l'exercice de sa fonction ou de l'exécution de ses devoirs, conformément à la loi ou aux règlements.

Immunité

« **179.** Aucune action civile ne peut être intentée en raison ou en conséquence de la publication, faite en vertu de la loi, d'un rapport du vérificateur permanent ou de la publication, faite de bonne foi, d'un extrait ou d'un résumé d'un tel rapport.

Incapacité

« **179a.** Ne peuvent agir comme vérificateur permanent :

1. un membre du conseil d'une corporation municipale énumérée aux annexes A, B ou D de la Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3);

2. l'associé d'une personne mentionnée au paragraphe 1;

3. une personne qui a directement ou indirectement, par elle-même ou son associé, quelque part, intérêt ou commission dans un contrat avec la ville ou relativement à un tel contrat, ou qui tire quelque avantage de ce contrat.

- Comité de vérification « **180.** Le conseil doit former un comité de vérification composé d'au moins trois conseillers. Le mandat de ce comité est déterminé par résolution du conseil.
- Vérificateur externe « **181.** Au cours de la période allant du premier décembre au quinze avril, le conseil, sur rapport du comité exécutif, nomme un vérificateur externe pour l'exercice débutant durant cette période. Si le quinze avril, la nomination n'a pas eu lieu, le vérificateur externe pour l'exercice précédent reste en fonction.
- Information au ministre Le greffier indique au ministre des Affaires municipales, chaque année, le nom du vérificateur externe pour l'exercice en cours, dès qu'il est connu.
- Vacance « **181a.** Si la charge de vérificateur externe devient vacante avant l'expiration de son mandat, le conseil doit combler cette vacance à la première séance qui suit.
- Fonctions « **181b.** Le vérificateur externe doit, pour l'exercice pour lequel il a été nommé, vérifier les états financiers, l'état établissant le taux global de taxation et tout autre document que détermine le ministre des Affaires municipales par règlement publié à la *Gazette officielle du Québec*.
- Rapport au conseil Il fait rapport de sa vérification au conseil. Dans son rapport, il déclare entre autres, si:
1. les états financiers représentent fidèlement la situation financière de la ville au 31 décembre et le résultat de ses opérations pour l'exercice terminé à cette date;
 2. le taux global de taxation a été établi conformément au règlement adopté en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1).
- Transmission au trésorier « **181c.** Le vérificateur externe doit transmettre son rapport au trésorier au plus tard le 31 mars suivant l'expiration de l'exercice financier pour lequel il a été nommé.
- Vérification « **181d.** Le conseil ou le comité exécutif peut exiger toute autre vérification qu'il juge nécessaire et exiger un rapport.
- Incapacité « **181e.** Ne peuvent agir comme vérificateur externe:
1. un membre du conseil d'une corporation municipale énumérée aux annexes A, B ou D de la Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3);
 2. un fonctionnaire ou un employé de la ville;

3. l'associé des personnes mentionnées au paragraphe 1 ou 2;

4. une personne qui, durant l'exercice sur lequel porte la vérification, a directement ou indirectement, par elle-même ou son associé, quelque part, intérêt ou commission dans un contrat avec la ville ou relativement à un tel contrat, sauf si son rapport avec ce contrat découle de l'exercice de sa profession.

Responsa-
bilité

« **181f.** Le vérificateur externe peut être un individu ou une société. Il peut charger ses employés de son travail mais sa responsabilité est alors la même que s'il avait entièrement exécuté le travail. ».

1929, c. 95,
a. 185, mod.

12. L'article 185 de cette charte, remplacé par l'article 56 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session) et modifié par les articles 2 et 12 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, par l'article 11 du chapitre 68 des lois de 1970, par l'article 6 du chapitre 97 des lois de 1974, par l'article 10 du chapitre 54 des lois de 1976, par l'article 2 du chapitre 22 des lois de 1979, par l'article 11 du chapitre 42 des lois de 1980, par les articles 8 et 58 du chapitre 61 des lois de 1984 et par l'article 136 du chapitre 27 des lois de 1985, est modifié:

1° par le remplacement du sous-paragraphe *d* du paragraphe 7 par le suivant:

« *d*) toute demande pour virement de fonds ou de crédits déjà votés, d'une fonction à une autre du budget ou, lorsque le virement excède cinquante mille dollars, d'un programme du budget à un autre; »;

2° par l'addition, au paragraphe 11, de l'alinéa suivant:

Virements

« Le comité exécutif peut établir des règles régissant les virements de fonds ou de crédits déjà votés à l'intérieur d'un programme du budget, les virements d'un programme du budget à un autre lorsque le virement est égal ou inférieur à cinquante mille dollars ainsi que les virements du fonds de contingents. Ces règles peuvent prévoir que les virements peuvent être autorisés par le comité exécutif, le directeur général ou un directeur de service. »;

3° par l'addition, après le paragraphe 13, du suivant:

Contrat par
le comité
exécutif

« **13a.** Le comité exécutif peut consentir, sans l'autorisation du conseil, un contrat pour le raccordement à la conduite d'eau de la ville d'un système de protection contre l'incendie par giclage automatique. ».

1929, c. 95,
a. 191b, aj.

13. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 191a, du suivant:

Délégation « **191b.** Le conseil peut, par règlement, déléguer à tout fonctionnaire ou employé de la ville le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats au nom de la ville.

Règlement Un tel règlement doit indiquer:

1. le champ de compétence auquel s'applique la délégation;
2. le montant maximal dont le fonctionnaire ou l'employé peut autoriser la dépense;
3. les autres conditions auxquelles est faite la délégation.

Attribution des contrats Les règles d'attribution des contrats par la ville s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à un contrat accordé en vertu du présent article. Toutefois, dans le cas où il est nécessaire que le ministre des Affaires municipales donne son autorisation à l'adjudication d'un contrat à une autre personne que celle qui a fait la soumission la plus basse, seul le comité exécutif peut demander cette autorisation au ministre.

Autorisation des dépenses Une autorisation de dépenses accordée en vertu d'une délégation doit, pour être valide, faire l'objet d'un certificat du trésorier indiquant qu'il y a pour cette fin des crédits suffisants et ne doit pas engager le crédit de la ville pour une période s'étendant au-delà de l'exercice financier en cours.

Rapport au conseil Le fonctionnaire ou l'employé qui accorde une autorisation de dépenses doit faire rapport au conseil ou au comité exécutif si la dépense est inférieure à cinquante mille dollars dans un délai de quinze jours.

Délégation Le comité exécutif peut également, dans les limites de sa compétence, accorder une délégation de ses pouvoirs aux mêmes fins. Les alinéas précédents s'appliquent alors, compte tenu des adaptations nécessaires. ».

1929, c. 95, a. 266a, ab. **14.** L'article 266a de cette charte, remplacé par l'article 453 du chapitre 72 des lois de 1979, est abrogé.

1929, c. 95, a. 274, mod. **15.** L'article 274 de cette charte, remplacé par l'article 50 du chapitre 102 des lois de 1937 et modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Ordre de collocation « Dans le cas de vente de l'immeuble ou des meubles sujets à ces taxes, cette subrogation n'empêche pas la ville d'être colloquée de préférence à la partie subrogée, pour les taxes dues et échues après la subrogation. ».

1929, c. 95,
a. 289a, aj.

16. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 289, du suivant :

« fonds de
roulement »

« **289a.** 1. Le conseil peut, dans le but de mettre à la disposition de la ville les deniers dont elle a besoin pour toutes fins municipales, constituer un fonds connu sous le nom de « fonds de roulement », ou en augmenter le montant. À cet effet, il adopte un règlement pour :

a) affecter à cette fin le surplus accumulé de son fonds général ou une partie de celui-ci,

b) y affecter les revenus d'une taxe spéciale prévue au budget à cette fin, ou

c) effectuer ces deux opérations.

Montant

Dans le cas du paragraphe *b*, le montant du fonds ou de son augmentation est égal aux revenus de la taxe spéciale, au fur et à mesure de leur perception. Dans le cas du paragraphe *c*, cette règle s'applique à la part du fonds ou de son augmentation attribuable aux revenus de la taxe spéciale.

Transmis-
sion au
ministre

Dès qu'un règlement est adopté en vertu du présent paragraphe, le greffier doit en transmettre une copie certifiée conforme au ministre des Affaires municipales.

Maximum

2. Le montant du fonds ne peut excéder dix pour cent des crédits prévus au budget de l'exercice courant de la municipalité. Toutefois, si le montant du fonds excède le pourcentage prévu parce que le budget d'un exercice postérieur comporte moins de crédits que celui utilisé pour fixer ce montant, ce dernier peut demeurer inchangé.

Emprunt au
fonds

3. Le conseil ou le comité exécutif, s'il s'agit d'une dépense de moins de cinquante mille dollars, peut, par résolution, emprunter à ce fonds les deniers dont la ville peut avoir besoin pour des dépenses d'immobilisation. La résolution autorisant l'emprunt indique le terme de remboursement qui ne peut alors excéder cinq ans. Le conseil peut aussi emprunter au fonds de roulement en attendant la perception des revenus; dans ce cas, le terme de remboursement ne peut excéder douze mois. Le conseil doit prévoir, chaque année, à même ses fonds généraux, une somme suffisante pour rembourser l'emprunt au fonds de roulement.

Placement
des deniers

4. Les deniers disponibles de ce fonds doivent être placés conformément à l'article 301.

Intérêts

5. Les intérêts du fonds de roulement sont appropriés comme des revenus ordinaires de l'exercice au cours duquel ils sont gagnés.

Inhabilité

6. Peut être déclaré inhabile à exercer une charge municipale pendant deux ans et tenu personnellement responsable envers la ville de toute perte ou dommage subi par elle, le membre du conseil qui, sciemment, par son vote ou autrement, autorise :

a) la constitution d'un fonds de roulement, sa dotation en capital, ou un emprunt à ce fonds, pour un montant excédant le montant approuvé; ou

b) le placement des deniers constituant ce fonds autrement qu'en la manière prescrite au paragraphe 4.

Responsabilité
solidaire

La responsabilité prévue au premier alinéa est solidaire et elle s'applique à tout fonctionnaire ou employé de la municipalité qui, sciemment, est partie à l'acte illégal.

Poursuite

La poursuite en déclaration d'inhabilité s'exerce conformément aux articles 838 à 843 du Code de procédure civile; celle en réparation de perte ou de dommage, par action ordinaire. Tout contribuable peut exercer ces recours. ».

1929, c. 95,
a. 304, mod.

17. L'article 304 de cette charte, remplacé par l'article 138 du chapitre 27 des lois de 1985, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Revitalisa-
tion du
territoire

« **304.** Le conseil peut, par règlement, adopter un programme d'intervention ou de revitalisation du territoire de la ville ou d'une partie de celui-ci. Ce programme peut prévoir notamment que la ville accorde, aux conditions déterminées par le conseil, une subvention pour l'exécution de travaux. ».

1929, c. 95,
a. 307a, aj.

18. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 307, du suivant :

Crédit de
taxes

« **307a.** Le conseil peut décréter par règlement que la ville, aux conditions, selon les modalités et dans les secteurs de la ville qu'il détermine, peut accorder un crédit de taxes foncières imposées sur les terrains non desservis par aqueduc ou égout. Ce crédit ne peut excéder vingt pour cent de la taxe foncière. ».

1929, c. 95,
a. 313, aj.

19. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 312a, du suivant :

Services
gratuits

« **313.** La ville est autorisée à fournir même gratuitement des locaux, biens et services et à verser des subventions à tout organisme administrant un club social et récréatif pour les employés de la ville. ».

1929, c. 95,
a. 325, mod.

20. L'article 325 de cette charte, remplacé par l'article 20 du chapitre 61 des lois de 1984, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Fac-similé
de signature

« Le fac-similé de la signature du trésorier peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les coupons attachés aux billets, obligations, bons ou autres valeurs émis par la ville ainsi que, avec l'autorisation du conseil, sur les billets, obligations, bons ou autres valeurs eux-mêmes et ce fac-similé a le même effet que si la signature elle-même y était apposée. ».

1929, c. 95,
a. 330, mod.

21. L'article 330 de cette charte, remplacé par l'article 22 du chapitre 42 des lois de 1980, est modifié par le remplacement, à la troisième ligne, du mot « gérant » par les mots « directeur général ».

1929, c. 95,
a. 336, mod.

22. L'article 336 de cette charte est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 7° par le suivant:

Pavages

« 7° Pour réglementer l'usage des pavages, trottoirs, bordures, traverses et gouttières et pour réglementer, permettre moyennant le paiement d'une licence ou défendre l'installation dans les rues, sur les ou au-dessus des trottoirs, allées ou places publiques, d'auvents, de portiques, de marquises, de trappes ou autres ouvertures dans les trottoirs; »;

2° par l'addition, après le paragraphe 19°, du suivant:

Systèmes de
traitement
de l'eau
potable

« 19° a. Pour réglementer ou prohiber les systèmes de traitement de l'eau potable, certaines catégories d'entre eux ou les systèmes de traitement de l'eau potable ou certaines catégories d'entre eux qui sont installés dans certaines catégories de bâtiment ou d'établissement; pour exiger un permis aux conditions fixées par le conseil; pour obliger, suivant les modalités que fixe le conseil, quiconque fait usage d'un système de traitement de l'eau potable le jour de l'entrée en vigueur d'un règlement adopté en vertu du présent paragraphe à en donner avis à toute personne désignée par le conseil; »;

3° par le remplacement du paragraphe 21° par le suivant:

Permis

« 21° Pour prescrire moyennant quel montant, à quelles conditions et de quelle manière sont octroyés les permis et licences pourvu qu'aucun permis ou licence ne soit octroyé pour plus d'une année; »;

4° par le remplacement des trois premières lignes du paragraphe 42° a par les suivantes:

Règlement
de zonage

« 42°a. Pour adopter un règlement de zonage pour l'ensemble ou une partie de son territoire. Dans ce règlement, le conseil peut : »;

5° par l'addition, à la fin du paragraphe 42°a, des sous-paragraphes suivants :

« 20- prescrire le nombre maximal d'employés non domiciliés ou non résidents pouvant travailler à l'intérieur d'un logement lorsqu'en vertu d'un règlement de zonage une personne peut exercer son activité professionnelle à l'intérieur de sa résidence ;

« 21- réglementer l'implantation ou l'opération d'établissements présentant habituellement ou régulièrement des spectacles à caractère érotique donnés par des personnes qui se trouvent dans l'établissement ;

« 22- prescrire, à l'intérieur d'une zone, la superficie maximale de plancher pouvant être utilisée par des établissements présentant habituellement ou régulièrement des spectacles à caractère érotique donnés par des personnes qui se trouvent dans l'établissement ou le nombre maximal de ces établissements dans une zone ; prohiber l'utilisation à cette fin de toute superficie de plancher ou de tout établissement au-delà de la superficie ou du nombre maximal prescrit par la réglementation ; » ;

6° par le remplacement des trois premières lignes du paragraphe 42°b par les suivantes :

Règlement
de
construction

« 42°b. Pour adopter un règlement de construction pour l'ensemble ou une partie de son territoire. Dans ce règlement, le conseil peut : » ;

7° par le remplacement des trois premières lignes du paragraphe 42°c par les suivantes :

Règlement
de
lotissement

« 42°c. Pour adopter un règlement de lotissement pour l'ensemble ou une partie de son territoire. Dans ce règlement, le conseil peut : » ;

8° par le remplacement, à la troisième ligne du paragraphe 42°g, du mot « cinq » par le mot « dix » ;

9° par le retranchement du paragraphe 81° ;

10° par le retranchement, au paragraphe 83°, aux douzième et treizième lignes des mots « , moyennant le paiement de la somme maximum de cent dollars » et aux quatorzième et quinzième lignes des mots « , dont le prix n'excédera pas vingt-cinq dollars, » ;

11° par le remplacement du paragraphe 116° par le suivant :

Permis
ou licences

« 116° Pour prescrire de quelle manière et moyennant quelle somme sont remplacés les permis ou licences dans les cas où les personnes à qui ils ont été émis déclarent les avoir perdus; »;

12° par le remplacement du quatrième alinéa du paragraphe 154° par le suivant:

Taux de
la taxe

« Le taux de la taxe imposée peut être uniforme dans toute la ville ou être différent dans les divers secteurs déterminés par règlement mais un seul taux doit être appliqué à un même secteur même si plusieurs genres de services y sont donnés. »;

13° par le retranchement des paragraphes 161° et 163°;

14° par le remplacement, aux quatrième et cinquième lignes du paragraphe 167°, des mots « taxe annuelle spéciale n'excédant pas deux dollars » par les mots « licence annuelle »;

15° par le remplacement, aux première et deuxième lignes du paragraphe 187°, des mots « taxe spéciale n'excédant pas deux dollars par jour sur » par les mots « licence à »;

16° par le retranchement, aux troisième et quatrième lignes du premier alinéa du paragraphe 189°, des mots « n'excédant pas cinq cents dollars, »;

17° par le remplacement du paragraphe 190° par le suivant:

Vente à
l'enchère

« 190° Pour imposer une licence à toute personne qui fait une vente à l'enchère; »;

18° par le retranchement du paragraphe 191°;

19° au paragraphe 193°,

a) par le retranchement, aux troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième lignes du sixième alinéa, des mots et chiffres « , mais le prix de la licence ne pourra excéder 50.00 \$, quel que soit le nombre de mécanismes contenus dans un distributeur automatique ou un jeu mécanique »,

b) par le retranchement du septième alinéa,

c) par le retranchement, aux deuxième et troisième lignes du neuvième alinéa, des mots et chiffres « qui n'excédera pas 50.00 \$, » et

d) par le retranchement, à la deuxième ligne du dernier alinéa, des mots et chiffres « n'excédant pas 15.00 \$ »;

20° par le retranchement, à la deuxième ligne du paragraphe 197°, des mots « n'excédant pas cinquante cents ».

1929, c. 95,
a. 338, mod.

23. L'article 338 de cette charte, modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, est de nouveau modifié par le remplacement, aux troisième et quatrième lignes du quatrième alinéa, des mots « de l'ingénieur de la ville » par les mots « du directeur de service compétent ».

1929, c. 95,
a. 354, mod.

24. L'article 354 de cette charte, modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967 et par l'article 60 du chapitre 61 des lois de 1984, est de nouveau modifié par le remplacement, à la dixième ligne, du mot « l'ingénieur » par les mots « le directeur de service compétent ».

1929, c. 95,
a. 383a, aj.

25. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 383, du suivant :

Protection
des biens
culturels ou
historiques

« **383a.** La ville est autorisée à préserver et à mettre en valeur les biens mobiliers ou immobiliers faisant partie ou ayant fait partie du patrimoine culturel ou historique de la ville. À cette fin, la ville est autorisée à acquérir, entretenir, louer, administrer et gérer tout bien mobilier ou immobilier.

Préservation
du patri-
moine

De plus, la ville est autorisée à créer un fonds de préservation du patrimoine culturel et historique de la ville, à verser à ce fonds un montant déterminé à même le budget annuel ou tout don fait à la ville destiné à être utilisé pour la préservation du patrimoine culturel ou historique de la ville.

Versement
au fonds

Le produit de l'aliénation des biens acquis à même les deniers de ce fonds spécial doit être versé à ce fonds. La ville peut également verser à ce fonds tout autre revenu provenant de la location ou de la gestion des biens acquis à même ce fonds.

Préservation
du patri-
moine

Toute somme d'argent versée au fonds doit servir exclusivement à la préservation du patrimoine culturel ou historique de la ville. ».

1929, c. 95,
a. 417, mod.

26. L'article 417 de cette charte, remplacé par l'article 33 du chapitre 68 des lois de 1970, est modifié par le remplacement, aux cinquième et sixième lignes du deuxième alinéa, des mots « le directeur des travaux publics ou l'ingénieur » par les mots « le directeur de service compétent ».

1929, c. 95,
a. 443, mod.

27. L'article 443 de cette charte, remplacé par l'article 16 du chapitre 78 des lois de 1947 et modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, est de nouveau modifié par le remplacement, à la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « l'ingénieur de la ville » par les mots « le directeur de service compétent ».

1929, c. 95,
a. 448, mod.

28. L'article 448 de cette charte, modifié par l'article 3 du chapitre 82 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967 et par l'article 60 du chapitre 61 des lois de 1984, est modifié par le retranchement du troisième alinéa.

1929, c. 95,
a. 453a,
mod.

29. L'article 453a de cette charte, remplacé par l'article 32 du chapitre 42 des lois de 1980, modifié par l'article 30 du chapitre 61 des lois de 1984 et par l'article 209 du chapitre 38 des lois de 1984, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Réserve
foncière ou
d'habitation

« La ville est autorisée à constituer une réserve foncière ou d'habitation, à y verser les immeubles acquis en vertu du premier alinéa ainsi que ceux dont elle n'a plus besoin pour les fins originales pour lesquelles elle les avait acquis, y compris les immeubles acquis dans le cadre des programmes établis en vertu des sections III, V et VI de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8). Elle peut détenir, louer, administrer ces immeubles, les aménager et y installer les services publics nécessaires. ».

1929, c. 95,
a. 457, mod.

30. L'article 457 de cette charte, remplacé par l'article 35 du chapitre 61 des lois de 1984, est modifié par l'insertion, à la première ligne, après le mot « nécessaires » des mots « à même ses fonds généraux non autrement appropriés ou à même une subvention du gouvernement ou de l'un de ses ministres ou organismes déjà versée ou dont le versement est assuré ou à même ces deux sources de financement à la fois ».

1929, c. 95,
a. 495a, aj.

31. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 495, du suivant:

Tunnel
d'égout et
d'aqueduc

« **495a.** Malgré toute disposition contraire, la ville peut percer en dessous de tout terrain un tunnel pour ses conduits d'égout et d'aqueduc, à plus de huit mètres de profondeur. Dès le début des travaux, sans formalité ni indemnité, mais sous réserve d'un recours en dommage, la ville devient:

1° propriétaire du volume occupé par le tunnel;

2° propriétaire d'une épaisseur entourant la paroi intérieure bétonnée du tunnel, de deux mètres.

Avis au
propriétaire
du terrain

Dès le début des travaux, la ville avise le propriétaire du terrain de l'existence des travaux, de la teneur du présent article et lui transmet un plan provisoire montrant l'assiette des travaux et la projection horizontale proposée du tunnel. Lorsque ces travaux sont réalisés dans le territoire d'une autre corporation municipale, le même avis et les

mêmes plans doivent lui être transmis. Dans l'année qui suit la fin des travaux, la ville dépose dans ses archives un exemplaire d'un plan certifié conforme par le directeur du service intéressé montrant la projection horizontale de ce tunnel. Elle enregistre ce plan par le dépôt de deux exemplaires au bureau de la division d'enregistrement de l'immeuble concerné et le registrateur doit en faire mention à l'index des immeubles, pour chaque lot ou partie de lot concerné. ».

1929, c. 95,
a. 503c, aj.

32. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 503b, du suivant :

Planche à
voile
interdite

« **503c.** Il est défendu d'utiliser une planche à voile sur la rivière Saint-Charles, en amont de l'écluse de l'aqueduc de la ville, et sur le lac Saint-Charles, sauf pour les propriétaires riverains et les membres de la bande d'Indiens des Hurons de Lorette et leurs hôtes respectifs qui jouissent, à cet égard, des mêmes droits que ceux qui leur sont accordés par les articles 503 et 503b pour l'utilisation d'embarcations non motorisées. ».

1929, c. 95,
a. 520a, aj.

33. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 520, du suivant :

Eaux usées

« **520a.** La ville peut, par règlement, prescrire la quantité et la composition des eaux usées pouvant être rejetées dans les égouts par les propriétaires, locataires ou occupants d'immeubles ou de certaines catégories d'immeubles et établir le tarif qui doit être payé par ces propriétaires, locataires ou occupants qui, en raison de la quantité ou de la composition des eaux usées rejetées dans les égouts, augmentent les frais de traitement des eaux usées.

Installation
d'instru-
ments de
mesure

La ville est autorisée à réglementer pour placer des instruments pour régler, déterminer et mesurer la quantité et la composition des eaux usées provenant de tout immeuble visé par le règlement adopté en vertu du premier alinéa; pour autoriser les employés de la ville à entrer, en tout temps raisonnable, dans un tel immeuble ou dans tout local pour constater la quantité et la composition des eaux usées rejetées dans les égouts par le propriétaire, locataire ou occupant d'un tel immeuble; pour installer ou entretenir les instruments de mesure mentionnés ci-dessus.

Contribution
additionnelle
exigible

La ville peut imposer à tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble visé par le règlement adopté en vertu du premier alinéa une contribution additionnelle déterminée par la ville pour tenir compte de l'augmentation des frais de traitement des eaux usées qui résulte de la quantité ou de la composition des eaux usées qu'il rejette dans les égouts.

Taxe
personnelle
ou foncière

Cette contribution additionnelle est privilégiée et recouvrable de la même manière qu'une taxe personnelle sauf si elle est à la charge du propriétaire auquel cas elle constitue, contre la propriété, une charge au même rang que la taxe foncière et est recouvrable de la même manière.

Identifi-
cation

Sur demande, l'inspecteur doit s'identifier et exhiber un certificat attestant sa qualité. ».

1929, c. 95,
a. 523, mod.

34. Cette charte est modifiée par le retranchement aux première et deuxième lignes du paragraphe 7° de l'article 523, des mots « , un montant n'excédant pas cinq dollars par année ».

1929, c. 95,
a. 545a,
rempl.

35. L'article 545a de cette charte, édicté par l'article 41 du chapitre 42 des lois de 1980, est remplacé par le suivant :

Résolution
du comité
exécutif

« **545a.** La ville peut, par résolution du comité exécutif, exercer les pouvoirs mentionnés aux deuxième et troisième alinéas de l'article 545. Elle peut également, de la même manière, interdire à certains véhicules, pendant les périodes de l'année qu'elle détermine, l'usage des rues, ruelles ou places publiques ou de toute partie de celles-ci dans la ville. Ces résolutions ont effet à compter de l'installation de la signalisation appropriée requise aux endroits visés.

Violation

Le conseil peut, par règlement, imposer pour toute violation d'une telle résolution, la peine prévue à l'article 394, laquelle devient applicable dès l'installation de la signalisation mentionnée au premier alinéa. ».

1929, c. 95,
a. 545d,
mod.

36. L'article 545d de cette charte, édicté par l'article 40 du chapitre 61 des lois de 1984, est modifié par le retranchement des troisième et quatrième alinéas.

1929, c. 95,
a. 546, mod.

37. L'article 546 de cette charte, remplacé par l'article 31 du chapitre 74 des lois de 1940, modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, par l'article 36 du chapitre 75 des lois de 1972, par l'article 56 du chapitre 42 des lois de 1980 et par l'article 6 du chapitre 89 des lois de 1982, est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit : « Ces règlements ont effet à compter de l'installation de la signalisation appropriée requise aux endroits visés. ».

1929, c. 95,
a. 546a,
mod.

38. L'article 546a de cette charte, remplacé par l'article 18 du chapitre 97 des lois de 1974 et modifié par l'article 41 du chapitre 61 des lois de 1984, est modifié par le remplacement du paragraphe 5 par le suivant :

Frais de
remisage

« 5. Dans tous les cas où il est prévu par une disposition de la présente charte ou adoptée sous son autorité qu'un véhicule peut être déplacé ou remorqué, le propriétaire ne peut en recouvrer la possession que sur paiement des frais de remisage au taux courant et, lorsque les frais de remorquage ou de déplacement n'ont pas été ajoutés au montant de l'amende conformément à l'article 546*f*, sur paiement de ceux-ci. ».

1929, c. 95,
a. 546*d*,
mod.

39. L'article 546*d* de cette charte, remplacé par l'article 43 du chapitre 61 des lois de 1984, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Agent
spécial

« **546*d*.** Le conseil peut, par règlement, créer la fonction d'agent spécial pour les fins des articles 545*d* et 546*a* dans les cas de violation d'une disposition relative au stationnement contenue dans la présente charte ou adoptée sous son autorité. ».

1929, c. 95,
a. 546*f*, aj.

40. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 546*e*, du suivant:

Frais de
déplacement
ou remor-
quage

« **546*f*.** La ville peut fixer par règlement le tarif des frais de tout déplacement ou remorquage d'un véhicule stationné en contravention d'une disposition de la présente charte ou adoptée sous son autorité. Dans tous les cas où il est prévu qu'un véhicule peut être déplacé ou remorqué pour une infraction relative au stationnement, le montant prescrit des frais de déplacement ou de remorquage peut être ajouté à l'amende prévue pour l'infraction. L'amende ainsi majorée est inscrite au billet de contravention. ».

1929, c. 95,
a. 548*c*, ab.

41. L'article 548*c* de cette charte, édicté par l'article 4 du chapitre 82 des lois de 1965 (1^{re} session) et modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967 et par l'article 60 du chapitre 61 des lois de 1984, est abrogé.

1929, c. 95,
a. 601,
remp.

42. L'article 601 de cette charte, modifié par l'article 14 du chapitre 80 des lois de 1973, est remplacé par le suivant:

Sommation

« **601.** Toute sommation, ordre, bref, mandat qui sont émis par ladite cour le sont au nom de Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs et portent la signature du juge ou du greffier de la cour.

Signature

La signature du juge ou du greffier peut être apposée par tout mode approuvé par règlement du conseil.

Mandats
d'arrestation
et perqui-
sitions

Les mandats d'arrestation et les mandats de perquisition doivent porter la signature manuscrite du juge. ».

1929, c. 95,
cédule I,
ramp.

43. La cédule I de cette charte est remplacée par la cédule I reproduite en annexe.

Rente
viagère

44. Malgré toute loi générale ou spéciale, la ville de Québec et la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec doivent verser, à compter du 1^{er} juillet 1986, à monsieur Léonce Bouchard, une rente viagère. Si monsieur Bouchard décède avant le 30 juin 2001, ces rentes seront payables à ses héritiers jusqu'à cette date. Le montant de la rente annuelle payable par la ville est de 1 504,29 \$ et celui payable par la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec est de 3 653,96 \$.

Crédits aux
débiteurs de
taxes
foncières

45. Aucune irrégularité ou illégalité ne peut être soulevée à l'encontre du règlement 3102 « Établissant un programme de crédits aux débiteurs de taxes foncières imposées à l'égard de bâtiments situés sur les sites commerciaux des artères commerciales et du Centre-Ville de Québec », adopté par la ville de Québec le 29 juillet 1985, en raison du fait qu'au moment de son adoption en deuxième lecture l'article 309 de la Charte de la ville de Québec avait été modifié par la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités (1985, chapitre 27). Le présent article n'affecte pas une cause pendante, une décision ou un jugement rendu.

Perte
dans la
perception

46. La ville de Québec et la Commission de l'exposition provinciale de Québec sont autorisées à renoncer à la perception des sommes qui leur sont dues en date du 15 mai 1986, pour quelque raison que ce soit, par la corporation Québec 1534-1984, le trésorier étant autorisé à mettre ces sommes au compte de réserve pour perte dans la perception.

Article
déclaratoire

47. La modification apportée à l'article 160 de la Charte de la ville de Québec par l'article 6 est déclaratoire. Elle n'affecte cependant pas les jugements rendus ou les causes pendantes le 29 mars 1986.

Effet de
certains
articles

48. Les articles 17a, 17b et 17c de la Charte de la ville de Québec, édictés par l'article 4, ont effet à compter du 1^{er} janvier 1986.

Effet
rétroactif

La déclaration d'un membre ou du vice-président du comité exécutif concernant l'exercice de leur fonction à plein temps ainsi que l'autorisation du maire à cet égard prévues à l'article 17a de la Charte de la ville de Québec peuvent avoir un effet rétroactif jusqu'au 1^{er} janvier 1986.

Entrée en
vigueur

49. La présente loi entre en vigueur le 19 décembre 1986.

CÉDULE I

(Relative à l'article 177)

SERMENT PRÊTÉ PAR LE VÉRIFICATEUR PERMANENT

Je, A. B., ayant été nommé vérificateur permanent pour la ville de Québec, jure (*ou affirme solennellement*) que je remplirai les devoirs de cette charge au meilleur de mon jugement et de ma capacité.

Ainsi, Dieu me soit en aide.
(pour le serment seulement)